



COMMUNIQUE
10/01/2012

2012 : l'année du vélo ?
Le programme du Club des villes et territoires cyclables :
10 propositions pour « Le vélo pour tous, un vélo pour chacun ! »

L'année 2012 va être marquée par les deux grands rendez-vous électoraux que sont les élections présidentielles et législatives. Mais sera-t-elle pour autant l'année du lancement attendu d'une véritable politique nationale vélo dans notre pays ?

Pour les élus du Club des villes et territoires cyclables, qui rassemble aujourd'hui plus de 1100 collectivités territoriales, représentant 42 millions d'habitants, la France, à l'instar de ses voisins européens, doit sans délai se doter d'une politique nationale en faveur du vélo et engager des mesures efficaces, pour inscrire le développement massif du vélo dans les outils de la relance et du développement économique.

Alors que le Gouvernement vient d'annoncer un Plan vélo, le Club des villes et territoires cyclables soutient qu'il faut engager les 10 mesures concrètes qu'il défend. Et en priorité des incitations économiques de nature à enclencher des dynamiques vertueuses et des effets bénéfiques sur l'économie.

« Il existe une politique vélo en France, mais elle est le fait quasiment exclusif des collectivités locales qui assurent plus de 9 % de l'investissement public et qui, comme notre « enquête nationale des politiques vélo et marche 2010-2011 » le montre, accentuent considérablement leurs efforts depuis 2007 », souligne Jean-Marie Darmian, président du Club des villes et territoires cyclables.

« Le Gouvernement a laissé passer toutes les occasions d'engager un vrai changement en ne prenant pas des mesures dont l'impact pourrait être très important car elles déclenchent des dynamiques. Dynamique de transfert modal, de la voiture solo vers d'autres modes dont le vélo, nouvelles sources d'activité physique quotidienne, comportements plus citoyens et relance de l'achat de vélos de qualité produits en France. Rappelons avec force que ce Plan que nous promet le Gouvernement devra être validé par les collectivités locales. Elles joueront en effet un rôle essentiel dans celui-ci parce ce sont les régions, les départements, les intercommunalités et les villes qui le mettront en œuvre ! ».

Le Club des villes et territoires cyclables met son programme à la disposition de tous les candidats à l'élection présidentielle et aux prochaines élections législatives. Une ambition : après le boom du vélo urbain depuis le milieu des années 2000, il faut « le vélo pour tous, un vélo pour chacun ! » et des mesures concrètes de mise en œuvre simple.

Il a donc rappelé au Gouvernement et adressé à l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle ainsi qu'aux députés et sénateurs ses 10 propositions pour une vraie politique nationale vélo.

Claude Lisbonis Communication – T. +33 (0)1 42 02 17 40 / 06 20 67 18 66
clc@claudelisbonis.com

10 propositions pour une politique nationale vélo.

1. L'affectation de 10% du budget des routes nationales et autoroutes pour l'aménagement d'itinéraires vélo.
2. Le jalonnement rapide des grands itinéraires de véloroutes et voies vertes
3. La relance de la démarche "Code de la rue"
4. La mise en œuvre d'un plan ambitieux de développement du stationnement
5. Le déploiement du marquage des vélos à l'échelle du territoire pour lutter contre le vol (système Bicycode géré par la FUB – Fédération française des usagers de la bicyclette)
6. "Le vélo quotidien, c'est bon pour la santé" : une campagne de communication annuelle sur le thème.
7. Un déploiement à l'échelle nationale des actions d'apprentissage du vélo (partenariat associations et collectivités locales). Des financements pour développer les vélo-écoles.
8. Un programme pour le développement du vélo auprès des salariés, avec notamment des exonérations fiscales pour les entreprises qui mettent des vélos à la disposition des salariés (prêt gratuit ou avec option d'achat, centrale d'achat...)
9. Une indemnité kilométrique vélo. La participation de l'employeur aux frais de déplacement domicile/travail exonérée de charges et non imposable pour le salarié (sur le modèle belge : 0,21 euro/ km, cumulable sous condition avec l'indemnité transport public).
10. « Le vélo citoyen » : une grande campagne de communication pour valoriser toutes les pratiques du vélo

Les politiques en faveur des cyclistes et des piétons dans les villes françaises Enquête nationale 2010/2011 — 8 points forts

5 euros/an/habitant : le budget moyen vélo des collectivités locales.

Selon les tailles des collectivités concernées, ce taux fluctue entre 2 et 7 euros. Quelques unes se situent autour de 10 euros : les agglomérations de Cergy-Pontoise, Strasbourg, Grenoble, Rouen et Toulouse, ainsi que les villes d'Angers, Thionville et Versailles sont à 10 euros et plus, allant même jusqu'à 14 euros pour le budget le plus haut déclaré : Grand Toulouse et Ville d'Angers.

15% : la part moyenne de voirie aménagée pour les cyclistes

Mais elle peut atteindre 95% à Lorient, 51% sur l'ensemble de la Communauté urbaine de Strasbourg

+ 67% : la progression des linéaires de voiries aménagées entre 2007 et 2010

La zone 30, dans le Code de la route depuis 1990, connaît un véritable essor depuis 2008.

+ 413% : la progression des linéaires de double sens cyclables

Le nouveau top 10 des linéaires de double-sens cyclables en 2010 (par rapport à 2007) avec en tête Paris, le Grand Toulouse, Lille Métropole, devant les Communautés urbaines de Strasbourg, de la Rochelle, de Grenoble, les villes de Clamart et Perpignan, le Grand Nancy et la communauté d'agglomération de Montbéliard.

Stationnement : le nombre de places par habitant s'accroît avec la taille de la commune, et l'offre proposée, en volume, est avant tout constituée d'arceaux. Les efforts des collectivités sont notables, mais la marge de progression reste importante pour assurer le stationnement des vélos en tous points de la chaîne de déplacement, levier majeur des politiques vélo.

Offres de services vélo : plus de la moitié des collectivités répondantes ayant au moins un service de location ou un VLS.

synthèse des résultats consultable sur www.villes-cyclables.org

Enquête réalisée en 2011, sur la base de questionnaires adressés aux villes et groupements de communes adhérentes du Club des villes et territoires cyclables. L'échantillon analysé porte sur les répondants de 150 communes ou groupements métropolitains.